



Les quartiers historiques pressions, enjeux, actions

Colloque international, les 20 et 21 mai 2010 au Musée de la Civilisation

Organisé par le Comité des citoyens du Vieux-Québec
en collaboration avec l'Institut du Nouveau-Monde

Notes pour une synthèse à chaud

Par Michel Venne
Animateur du colloque
Directeur général de l'Institut du Nouveau Monde

Je souhaite faire ressortir quelques éléments qui ont particulièrement attiré mon attention pendant ce colloque de deux jours. Il ne s'agit donc pas d'une synthèse exhaustive. Les présentations parlaient d'elles-mêmes. Ces présentations, j'en félicite les présentateurs, étaient de très haute qualité.

1. Un colloque pour prendre une distance et puiser ailleurs des enseignements pour les états généraux de l'automne

Ce colloque nous aura permis de prendre une distance à l'égard de notre réalité immédiate. Nous voulions, avec ce colloque, aller puiser dans les expériences étrangères des inspirations, des modèles, des contre-exemples. Bref, aller voir ailleurs pour mieux inspirer les états généraux du Vieux-Québec, qui auront lieu l'automne prochain.

Cette exploration de deux jours nous a permis de constater que malgré le fait que les expériences relatées appartiennent à des contextes sociaux, économiques, culturels et politiques fort différents, des questionnements sont similaires.

Le colloque s'adressait volontairement à un public informé. Il a réuni des personnes qui ont déjà une bonne connaissance des enjeux. Il était conçu comme une étape préparatoire aux états généraux. Il devait nous permettre de nous informer avant de débattre et de proposer des pistes d'action l'automne prochain.

Nous aurons atteint notre objectif. Le colloque aura permis de dégager des concepts clés (comme la définition du patrimoine comme un projet et non comme un objet, ou établir le véritable rôle du tourisme dans la préservation des quartiers historiques) sur les enjeux des quartiers historiques, de recueillir de l'information factuelle sur les réponses données par différentes communautés aux défis posés, de s'enrichir de la réflexion étrangère pour nous aider à bien poser le problème.

2. L'importance de la culture et de la culture politique dans le débat

La diversité des présentations nous a permis de constater à quel point le sort ou l'avenir d'un quartier historique dépend de la culture des communautés concernées, notamment de la culture politique dans laquelle se situent les débats et les projets relatifs à ces quartiers.

On a pu voir la différence d'approches entre la Nouvelle-Orléans, qui baigne dans la culture américaine fondée sur l'initiative individuelle, le marché et la méfiance envers l'État, et Québec où l'intervention de l'État est vue comme quelque chose de normal et d'habituel. Les approches varient de même entre Venise et Lomé, Alger ou Paris (Le Marais).

Partout, les approches adoptées dépendent du poids de l'histoire, de la manière dont on envisage le rôle des pouvoirs publics (au niveau local ou national) et de la place qui est conférée à la participation citoyenne et à l'initiative individuelle. À la Nouvelle-Orléans, on ne s'attend guère à une intervention étatique et c'est grâce à des batailles épiques menées par les comités de citoyens (aujourd'hui affaiblis) et à des investissements privés, que l'on a sauvé le Vieux-Carré.

À Venise, on appelle certes de ses vœux des interventions de l'État italien (car on n'attend guère autre chose des autorités locales), mais ce sont des citoyens qui prennent l'initiative d'alerter la population vénitienne, italienne et mondiale du sort qui attend la cité historique. À Lomé, des règlements ont été adoptés pour protéger le patrimoine bâti, mais ils ne sont qu'à moitié mis en œuvre. À Québec, le CCVQ prône une collaboration avec les élus municipaux et l'on a pu rappeler que des lois et des règlements protègent le patrimoine bâti, quoi que l'on pense de la vigueur avec laquelle ils sont appliqués.

Il reste que, partout, le poids de l'histoire a une influence sur l'évolution des quartiers historiques. Mme Lucie K. Morrisset a bien montré cette influence sur l'évolution du Vieux-Québec dans sa conférence inaugurale. La conception que l'on se fait de l'identité du quartier historique et la définition que l'on donne au patrimoine ont évolué au fil du temps. La politique a eu son mot à dire. Le nationalisme canadien-français puis québécois a façonné, à certaines époques, le discours sur le Vieux-Québec, tantôt symbole de la survivance canadienne-française après la Conquête, tantôt berceau de l'Amérique française. Tant que nous nous sommes considérés comme Canadiens français, nous avons négligé le patrimoine bâti hérité de la présence écossaise dans la vieille ville. Alors qu'aujourd'hui, Québécois ouverts sur le monde et conscients du pluralisme de notre société, nous incluons volontiers la sauvegarde des églises anglicanes dans nos préoccupations patrimoniales. Les célébrations du centenaire de la Confédération canadienne, en 1967, ont influencé les projets de restauration et de préservation qui ont été retenus.

On trouve la même influence dans d'autres villes ou quartiers historiques. Partout, ces quartiers servent à illustrer le récit du parcours historique d'un peuple ou d'une nation. Or ce récit change avec les époques. Il est constamment réinterprété.

Certes, le poids de l'histoire et de la culture avec un grand C influencent l'évolution des quartiers historiques. Mais la volonté politique joue toujours un rôle important. Il arrive que le sort d'un quartier historique devienne un enjeu électoral. Et même là où la confiance envers l'État est faible, celui-ci est sans cesse interpellé pour reconnaître, préserver et restaurer le patrimoine bâti et assurer une meilleure qualité de vie aux résidants.

La question des compétences des citoyens et de leur capacité à s'intéresser et à participer aux débats sur l'avenir des quartiers historiques a été questionnée durant le colloque. À Mexico ou à Tiznit, on a pu percevoir chez les citoyens qu'ils partagent une mémoire des lieux, voire une croyance dans les lieux, une conscience que ces lieux font un peu partie d'eux. À travers les quartiers historiques, on redécouvre une partie de soi. Mais en même temps, ils ne savent pas spontanément établir des priorités, choisir les meilleures mesures de conservation et d'aménagement ou interpellier les décideurs politiques.

Voilà pourquoi la participation des citoyens doit toujours faire l'objet d'un accompagnement. Ici, il est question moins de formation formelle que d'éducation populaire, de concours, de visites guidées, d'animations, de contes pour enfants, de publications. On peut organiser des festivals liés à l'histoire du quartier. Le Musée de la civilisation de Québec a été salué comme un exemple d'infrastructure culturelle pouvant servir l'éducation des citoyens.

3. Le patrimoine est un projet

Si le poids de l'histoire, le récit historique, la culture politique et l'éducation populaire entrent en jeu dans les débats sur les quartiers historiques, cela signifie que le patrimoine n'est pas un objet à conserver pétrifié. Le patrimoine est un projet. Un projet en constante évolution.

Le colloque a bien fait ressortir que l'on a quitté l'ère durant laquelle la sauvegarde des quartiers historiques rimait avec muséification des lieux. Unaniment, les participants au colloque ont mis en relief une volonté manifeste de maintenir ou de raviver une vie de quartier. Le patrimoine n'inclut pas que les vieilles pierres. En fait, il inclut surtout les personnes qui vivent dans ce territoire, qui l'occupent, lui donnent vie.

C'est la raison pour laquelle le sort des quartiers historiques fait et fera toujours l'objet de débats. Mais la volonté politique, que j'évoquais plus haut, s'appuie sur la volonté populaire telle qu'elle s'exprime par des rapports de force au sein de la société civile. Des intérêts économiques sont en jeu en plus des intérêts culturels et politiques.

4. L'enjeu central : le peuplement, le dépeuplement ou le repeuplement des quartiers historiques

Je l'ai dit, la discussion sur l'avenir des quartiers historiques ne porte plus que sur la seule préservation des vieilles pierres, même si cette préoccupation ne doit pas être

abandonnée et qu'elle est toujours présente dans les projets de sauvegarde des quartiers historiques.

Mais au cœur des préoccupations se trouve désormais l'occupation de ce territoire par des habitants ou des résidants : le peuplement du quartier historique. Souvent, le déclencheur d'un mouvement citoyen dans un quartier historique est son dépeuplement. À Venise, les citoyens ont installé un compteur de résidants sur la place publique pour bien montrer la chute du nombre d'habitants depuis les dernières années et au cours des prochaines si la tendance se maintient.

La même question est au cœur des discussions à Québec où l'on observe peut-être une certaine stabilité ces dernières années tout en demeurant vigilant.

Il est essentiel que le quartier historique soit vivant et habité. La présence de résidants permanents dans le quartier historique assure sa pérennité et son développement. C'est aussi une exigence pour maintenir l'attrait pour les touristes qui veulent bien visiter des églises mais apprécient l'activité dans les marchés publics, la rencontre fortuite des résidants qui vaquent à leurs occupations, la visite d'une librairie, la fréquentation d'un parc où s'amuse des enfants. Les touristes ne viennent pas à Québec pour croiser des touristes.

Cela étant, de quel peuple, de quelle population parle-t-on ?

On peut maintenir des quartiers vivants. Mais de quelle vie est-il question ? Il y a d'abord des distinctions à faire entre les résidants, les commerçants, les travailleurs qui y ont leur emploi et tous les autres usagers (écoliers, visiteurs, clients des commerces, touristes). Nous reviendrons sur cette question au prochain point.

Mais ce que je veux souligner ici c'est une autre dimension du débat : Lorsque nous parlons des résidants, parlons-nous des résidants «traditionnels» du quartier historique, ceux qui y habitaient (ou leurs descendants ou ceux qui appartiennent aux mêmes classes sociales et aux mêmes groupes socio-professionnels) à l'origine ou aux époques glorieuses du quartier historique ? Ou parlons-nous des résidants qui s'y sont installés au cours des dernières années et qui forment sa population actuelle ?

En d'autres termes, veut-on ramener dans le quartier historique des populations qui l'ont quitté pour des raisons économiques ou autres ? Ou voulons-nous surtout consolider la population qui y vit en ce moment ?

On peut aussi souhaiter autre chose : attirer dans le quartier de nouveaux résidants. Dans ce cas, s'agit-il de ramener ceux qui sont partis (ou leurs descendants) ? Ou d'attirer des résidants de certaines catégories particulières : de jeunes familles avec enfants pour rajeunir la population et assurer une relève ? Des immigrants ? De riches investisseurs qui pourront investir dans la restauration et la conservation des immeubles mais qui peuvent aussi investir sans intérêt pour la conservation mais uniquement pour un gain de capital ?

Rapidement on voit apparaître dans la discussion le débat sur la gentrification des quartiers historiques. Dans le Marais, à Paris, on parle même de «gaytrification». Pour contrer ce phénomène, on peut suggérer, comme à Venise, de mettre en œuvre des programmes de logement social ou coopératif.

Cette transformation de la population a d'autres impacts. Par exemple, on a remarqué dans certains quartiers au Maghreb une transformation des usages des bâtiments occupés par une population nouvellement installée. Le mode de vie de ces habitants-là n'est pas le même que celui des populations qui ont historiquement habité le quartier. Cette transformation n'est pas sans conséquence sur le genre de commerce qui s'installe et qui, à son tour, peut attirer des visiteurs de l'extérieur du quartier ou faire augmenter la pression touristique.

On note que de nouveaux résidents de quartiers historiques y sont attirés par l'authenticité des lieux, même si leur mode de vie en modifie progressivement l'usage. Alors que des personnes quittent le quartier historique, en quête de modernité.

Les anciens résidents qui restent peuvent ressentir une forme de dépossession du quartier. Il faut mentionner un autre paradoxe. Il arrive que de nouveaux résidents transforment une maison autrefois habitée par deux familles de six personnes, pour aujourd'hui abriter un couple qui occupe l'ensemble de l'espace avec des chambres d'amis, des bureaux à la maison et autres ateliers de peinture. Le repeuplement du quartier historique peut donc conduire à une diminution du nombre de résidents pour le même nombre de pieds carrés occupés.

5. Les conflits d'usage : le touriste, l'ami du résident

Le projet des États généraux du Vieux-Québec met au cœur des débats la question de l'équilibre des fonctions (résidentielle, commerciale, touristique, institutionnelle, etc.) du quartier historique. Le colloque a confirmé l'orientation adoptée par le Comité des citoyens du Vieux-Québec en jetant un éclairage sur ce que l'on perçoit généralement comme des conflits d'usage.

Ainsi, avons-nous évoqué, dans plusieurs présentations, le rapport entre les résidents et les touristes, entre les résidents et les commerçants puis entre les résidents et les habitants de la région environnante.

Habituellement, le tourisme est vu comme une plaie dans les quartiers historiques, surtout de la part de résidents dont la quiétude est perturbée par la présence de groupes de visiteurs, de fêtards et d'autocars qui encombrant les rues. Plusieurs présentations faites durant le colloque montrent que le tourisme a plutôt été salvateur de plusieurs quartiers historiques.

En fait, il faut parler d'un effet paradoxal. Le tourisme peut tout autant être prédateur que salvateur.

Prédateur au sens où ses impacts son réel. Un conférencier a évoqué le concept de «capacité de charge». Trop de tourisme tue le tourisme parce que trop de tourisme tue l'attrait que constitue le quartier historique. Trop de tourisme banalise le patrimoine. Trop de tourisme fait fuir les résidants et tue la vie du quartier historique.

C'est pourquoi plusieurs participants au colloque ont insisté sur l'importance pour les résidants, les commerçants, les institutions et les élus d'imposer des restrictions (à la circulation des autocars par exemple, ou à la transformation illicite de logements en résidences touristiques) lorsque cela est nécessaire mais aussi, d'apprendre à bien accueillir les touristes.

Pour bien accueillir les touristes, il faut cultiver l'activité touristique salvatrice, celle qui met en valeur et rend «consommable» le patrimoine bâti et l'histoire, celle qui s'appuie sur des activités de transmission de la culture et non seulement sur le divertissement, celle qui respecte le milieu de vie des résidants.

Plusieurs conférenciers ont montré que la perspective d'attirer des touristes (et donc de générer de l'activité économique) est une motivation des décideurs publics et privés à investir dans la conservation du patrimoine et la mise en valeur du caractère historique du quartier. Dans sa conférence inaugurale, Mme Morrisset a rappelé qu'à une certaine époque, des groupes de citoyens demandaient de préserver l'activité touristique dans le Vieux-Québec.

C'est comme ça qu'on en est venu à se dire que le touriste était l'ami du résidant.

Le touriste est aussi l'ami du commerçant. Pour maintenir et attirer des résidants, le quartier historique doit offrir à ceux-ci les services de proximité habituels et les commerces où les habitants peuvent se procurer des biens dont ils ont besoin quotidiennement ou à l'occasion. La population du quartier historique n'est pas toujours suffisamment nombreuse pour assurer la viabilité de ces commerces. Le tourisme est pour les commerçants une source de revenus qui soutient la viabilité de leurs entreprises et qui leur permet de continuer à offrir aux résidants les services dont ils ont besoin.

Ici comme pour le tourisme, le commerce peut être prédateur ou salvateur. Les résidants n'ont que faire des marchands de souvenirs fabriqués en Chine ou des cantines à *hot dogs*. Ils n'ont que faire des restaurants aménagés pour accueillir des groupes à qui l'on sert une cuisine banale.

En s'alliant aux associations de commerçants, les résidants et les élus peuvent infléchir le cours des choses en favorisant, par la pression populaire, la persuasion mais aussi, si nécessaire, la réglementation, un commerce de qualité, plus conforme d'ailleurs avec le caractère historique et patrimonial du quartier.

Dès lors, le commerce peut participer à la diffusion de la culture, de l'histoire et de l'art en offrant aux résidants comme aux touristes, des produits culturels de qualité.

Tout est affaire d'équilibre, a-t-on entendu plusieurs fois durant le colloque. J'ajouterais que tout est aussi affaire de conformité avec le caractère historique et patrimonial du quartier.

Si un commerce de qualité s'installe dans le quartier historique, un commerce conforme au caractère particulier du quartier tout en offrant aux résidants les services de proximité dont ils ont besoin ; si les activités touristiques mettent l'accent sur la transmission de la culture et de l'histoire ; si le quartier est aménagé de manière à mettre en valeur le patrimoine bâti, l'environnement, les balades dans des lieux agréables à visiter, il est clair que le quartier attirera la présence certes de touristes, mais d'habitants de la région environnante.

Les habitants de la région environnante verront dans le quartier historique un lieu où aller magasiner, se balader, se cultiver et passer du temps en famille. Cette fonction du quartier historique va de soi. Mais elle peut devenir source de conflit avec les résidants.

C'est ce que certains présentateurs ont appelé « la démocratisation » du quartier historique (c'est-à-dire son accessibilité pour les habitants de toutes classes sociales). D'autres ont affirmé que le véritable problème des quartiers historiques tient dans le fait que des habitants de la banlieue voient ces quartiers historiques (l'exemple du Vieux-Québec a été évoqué) comme leur terrain de jeu, sans égard pour les résidants du quartier.

On a dénoncé la tenue d'événements festifs n'ayant aucun rapport avec le caractère historique du quartier, la multiplication des bars et l'usage de l'automobile par les visiteurs.

La conférence portant sur la cohabitation dans le quartier du Marais, à Paris, a mis en lumière qu'il existe des stratégies qui permettent de réconcilier les usages. Elle met en lumière, en tout cas, la nécessité de sortir de l'opposition simplificatrice entre résidant et touriste pour inclure dans la discussion le résidant temporaire et le visiteur vivant dans la région environnante. Parmi les usagers des quartiers historiques qui ne sont ni résidants ni touristes, il faut aussi compter ceux qui y travaillent (dans les commerces comme dans les institutions).

Le quartier historique peut ainsi être imaginé autrement. Ni comme un musée à ciel ouvert, ni comme le terrain de jeu des banlieusards, ni comme le territoire réservé d'une élite économique refermée sur elle-même, mais comme un lieu de diffusion culturelle, d'éducation historique et de rencontre entre citoyens.

Merci.

